

# Victor Hugo : QUI OUVRE UNE ÉCOLE, FERME UNE PRISON !



*En pleine crise financière, alors que l'oligarchie, après avoir créé les conditions de la déroute de l'économie mondiale par ses spéculations insensées, se retourne contre les peuples pour imposer des programmes d'austérité draconiens, un retour sur le combat mené par Victor Hugo s'impose.*

---

En février 1848, à Paris essentiellement, un mouvement insurrectionnel mené par des républicains met fin à la Monarchie de Juillet. La II<sup>ème</sup> République est proclamée. Un gouvernement provisoire est mis en place. En avril, une Assemblée constituante est élue au suffrage universel. Victor Hugo en fait partie. Comptant une majorité de républicains modérés, voire conservateurs, et quelques socialistes, elle est chargée de l'élaboration de la Constitution de la II<sup>ème</sup> République.

La situation économique et sociale est désastreuse. La crise qui, après avoir été déclenchée en 1846 par de mauvaises récoltes et une hausse brutale du prix des céréales et des pommes de terre (des émeutes de la faim se développent), s'est étendue aux industries du textile et de la métallurgie (on licencie massivement), tout en s'assortissant d'une crise du crédit, est loin d'être réglée. En mars 1848, la Bourse s'effondre. Elle entraîne une crise bancaire, une panique des déposants. Les marchandises circulent au ralenti. La Banque de France voit ses stocks d'or diminuer très vite. Le déséquilibre du budget s'aggrave, et ce d'autant plus que le gouvernement s'est engagé à lutter contre le chômage en subventionnant des ateliers nationaux.

C'est dans ce contexte qu'en novembre 1848, Victor Hugo intervient devant l'Assemblée pour répondre à « *l'urgente nécessité d'alléger le budget* » qui a été énoncée par le Comité des Finances. Il s'oppose notamment de façon catégorique aux réductions budgétaires proposées dans le domaine des sciences, des lettres et des arts : ce serait « *une faute politique grave* » que de réduire les budgets alloués à différentes institutions culturelles telles que le Collège de France, différents musées, les bibliothèques, l'École des Beaux-Arts, le Conservatoire, etc., à un « *moment où elles sont plus nécessaires que jamais (...)* [car] *quel est le plus grand péril de la situation actuelle ? L'ignorance. (...) C'est à la faveur de l'ignorance que certaines doctrines fatales passent de l'esprit impitoyable des théoriciens dans le cerveau confus des multitudes. (...) Le jour où l'ignorance disparaîtrait, les sophismes s'évanouiraient. Et c'est dans un pareil moment qu'on songerait à attaquer, à mutiler, à ébranler toutes ces institutions qui ont pour but spécial de poursuivre, de combattre, de détruire l'ignorance ! (...) On pourvoit à l'éclairage des villes, on allume tous les soirs et on fait très bien, des réverbères dans les carrefours, dans les places publiques ; quand donc comprendra-t-on que la nuit peut se faire aussi dans le monde moral, et qu'il faut allumer des flambeaux pour les esprits ? (...) Si je veux ardemment, passionnément le pain de l'ouvrier, le pain du travailleur qui est mon frère, à côté du pain de la vie, je veux le pain de la pensée, qui est aussi le pain de la vie. Je veux multiplier le pain de l'esprit comme le pain du corps.* »

Bien que depuis la loi Guizot du 28 juin 1833, chaque commune doive être dotée d'une école, chaque département d'un établissement qui forme des instituteurs et que l'école doive être gratuite pour les indigents – et effectivement, dans les années 1840, le nombre d'écoles augmente sensiblement (en 1847, il y en a 163 000) et le nombre d'élèves double –, il reste beaucoup d'ombre au tableau.

D'une part, le travail des enfants. Malgré la loi du 21 mars 1841 qui limite le temps de travail des enfants et défend à tout enfant de moins de 8 ans de travailler (cette loi est le fruit de protestations nées face aux conditions dans lesquelles les enfants travaillent dans les usines depuis le début de l'ère industrielle), les familles, pour survivre, ont la nécessité de faire travailler leurs enfants, que ce soit à la campagne, comme c'est le cas depuis plusieurs siècles ou dans l'industrie (phénomène nouveau). En plus, des chefs d'industrie contournent la loi, en cachant les enfants en cas de contrôle. Ainsi, au milieu du siècle, environ 12 % du personnel des entreprises (surtout dans le textile et les mines) sont des enfants :

*« Où vont tous ces enfants dont pas un seul ne rit ?  
Ces doux êtres pensifs que la fièvre maigrit ? (...)  
Travail mauvais qui prend l'âge tendre en sa serre,  
Qui produit la richesse en créant la misère,  
Qui se sert d'un enfant ainsi que d'un outil.  
Progrès dont on se demande : Où va-t-il ? Que veut-il ?  
Qui brise la jeunesse en fleurs, qui donne en somme  
Une âme à la machine et la retire à l'homme ! »*

écrit Victor Hugo dans son poème « Mélancholia » (*Les Contemplations*, 1838).

D'autre part, la loi Guizot n'a pas pour objectif de faire progresser l'égalité entre les hommes ni de les émanciper, mais d'unifier la société française et de consolider l'ordre des notables contre la dérive monarchique et les menaces révolutionnaires. Il s'agit de garantir « *l'ordre et la stabilité sociale* ». Par conséquent, le ministre préconise que le peuple soit éclairé juste ce qu'il faut (un savoir de base est dispensé : lire, écrire, compter et avoir quelques notions en histoire et en géographie) et ainsi disposé à « *écouter en toute circonstance la voix de la raison* », d'où un enseignement empreint d'une atmosphère religieuse et moralisatrice. L'accès aux lycées et à l'enseignement supérieur reste le privilège d'une élite.

Enfin, il règne un ensemble de préjugés qui font que l'on considère traditionnellement les miséreux comme coupables de leur état. Le misérable est un criminel né. Dans les milieux des notables, l'on condamne les vices et les mœurs des pauvres. La mendicité et le vagabondage sont des délits. L'on regarde les pauvres comme des paresseux... (C'est pour cela d'ailleurs qu'au milieu du XIXe siècle, les dépenses d'assistance sont réduites, bien qu'il y ait quasiment autant de pauvres et de marginaux qu'à la fin de l'Ancien Régime, à savoir un tiers de la population.)

À partir des années 1830 (où naît sa conscience sociale) et tout au long de sa vie, Victor Hugo n'aura de cesse de dénoncer cet état de fait et la somme de préjugés qui l'accompagne : une quinzaine d'années avant son discours de l'Assemblée constituante, dans *l'Histoire de Claude Gueux* (1834), et une quinzaine d'années après dans *Les Misérables* (1862).

Il dénonce avec ardeur le fait que la pauvreté n'est pas une détermination fatale de la société et que cette idée (ce mensonge) est le fait d'une élite malhonnête qui, se dédouanant ainsi, peut jouir de sa position en toute tranquillité. Par ailleurs, Hugo dénonce aussi le fait (notamment dans *Les Misérables*) que ces nantis utilisent la religion à ces mauvaises fins : il y aurait une fatalité divine qui voudrait qu'il y ait des riches et des pauvres dans le monde... mais, pauvres gens, endurez ! Justice divine sera faite dans le royaume des cieux. Ainsi, en leur promettant un lot de consolation au paradis, l'on poussait les pauvres à considérer leur condition comme normale.

Ce que Hugo met en lumière, c'est que la pauvreté n'est que la conséquence d'un système économique et politique déviant, criminel, qui produit des pauvres poussés à la criminalité. Voici le message qu'il adresse aux responsables politiques français (en l'occurrence sous la Restauration) à la



**Victor Hugo (1802-1885) : « Celui qui ouvre une porte d'école, ferme une prison. » (Tableau de Léon Bonnat)**

fin de l'*Histoire de Claude Gueux* (ce court récit, qui est une histoire vraie, raconte l'enfer d'un homme condamné au bagne pour avoir volé un morceau de pain) :

*« Messieurs des centres, messieurs des extrémités, le gros du peuple souffre ! Que vous l'appeliez république ou que vous l'appeliez monarchie, le peuple souffre. Ceci est un fait. Le peuple a faim, le peuple a froid. La misère le pousse au crime ou au vice, selon le sexe. Ayez pitié du peuple, à qui le bagne prend ses fils et le lupanar ses filles. Vous avez trop de forçats, vous avez trop de prostituées. Que prouvent ces deux ulcères ? Que le corps social a un vice dans le sang. Vous voilà réunis en consultation au chevet du malade, occupez-vous de la maladie (...) Cette tête de l'homme du peuple, cultivez-la, défrichez-la, arrosez-la, fécondez-la, éclairez-la, moralisez-la, utilisez-la, vous n'aurez pas besoin de la couper. »*

Ou encore lisons la courte préface des Misérables :

*« Tant qu'il existera, par le fait des lois et des mœurs, une damnation sociale créant artificiellement, en pleine civilisation, des enfers, et compliquant d'une fatalité humaine la destinée qui est divine ; tant que les trois problèmes du siècle, la dégradation de l'homme par le prolétariat, la déchéance de la femme par la faim, l'atrophie de l'enfant par la nuit, ne seront pas résolus ; tant que, dans de certaines régions, l'asphyxie sociale sera possible ; en d'autres termes, et à un point de vue plus étendu encore, tant qu'il y aura sur la terre, ignorance et misère, des livres de la nature de celui-ci, pourront ne pas être inutiles. »*

L'enfant Gavroche est emblématique de cette injustice : considéré par la « société » comme un criminel né, il est en réalité la victime expiatoire d'un système politique violent.

Victor Hugo ne sépare pas la misère matérielle de la misère morale ou intellectuelle. Il condamne un système économique qui suscite la pauvreté, doublé d'un système politique et social qui perpétue l'ignorance pour mieux paralyser les gens faibles et les empêcher de réagir.



**L'enfant Gavroche est emblématique de l'injustice dénoncé par Hugo : considéré par la « société » comme un criminel né, il est surtout la victime expiatoire d'un système politique violent. (Détail du tableau La liberté guidant le peuple de Delacroix)**

Une misère engendre l'autre et vice versa. Et surtout, au cœur de ce système, il y a des gens qui en sont coupables à haut niveau. Les victimes ne sont en aucun cas les coupables.

C'est pourquoi il dit, dans le discours qui nous occupe, que c'est bien le vandalisme du gouvernement qui produit la barbarie dans la rue. La misère est structurellement inscrite dans un système économique et politique défaillant régi par des hommes aux ambitions étriquées ou malhonnêtes...

Oh combien ce combat est d'actualité ! Le système politique et économique que nous connaissons depuis plus de quarante ans (les « misérables » qui le perpétuent...) engendre la misère. La pauvreté frappe le monde entier : elle s'accroît dans les pays déjà pauvres mais s'abat désormais sur les pays occidentaux « développés » (voyait-on, il y a encore cinq ans, autant de gens glaner dans les poubelles en France ?). Aujourd'hui la misère continue à se décliner, allant des gens accablés qui passent leurs journées à chercher de quoi survivre, à ceux qui, libres encore du poids de la pauvreté matérielle, subissent une sous-culture qui les abrutit ou qui les enferme dans un matérialisme hédoniste étriqué.

Il est intéressant de voir qu'Hugo, dans son discours, dénonce déjà cette forme de misère propre à la classe bourgeoise qui prend son essor au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il voit ces gens repus, jouisseurs primitifs, qui, aveuglés par leur égoïsme, ne voient pas plus loin que le bout de leur nez :

*« Un mal moral, un mal profond nous travaille et nous tourmente ; ce mal moral, cela est étrange à dire, n'est autre chose que l'excès des tendances matérielles. Eh bien, comment combattre le développement des tendances matérielles ? Par le développement des tendances intellectuelles. Il faut ôter au corps et donner à l'âme. »*

C'est de ces valeurs qui n'ont pas de prix, qui ne sont pas palpables, que nous avons besoin. C'est ce dont se rendent compte de plus en plus de gens de la génération de mai 68, qui sortent de leurs illusions et voient, maladroits et impuissants, leurs enfants capricieux, sans repères, pris dans ce système de consommation et de divertissements où l'on ne peut que surenchérir sans cesse pour être satisfait.

Il nous faut multiplier les poètes, les penseurs qui, par la richesse et la vitalité de leur réflexion, redonneront vie à la société et défricheront l'avenir, des penseurs qui se voient comme des éclaireurs. C'est ainsi que Hugo décrivait le rôle du poète dans son poème *Fonction du poète* (*Les rayons et les ombres*, 1840) :

*« Le poète, en des jours impies/Vient préparer des jours meilleurs.  
Il est l'homme des utopies/Les pieds ici, les yeux ailleurs.  
C'est lui qui sur toutes les têtes,/En tout temps, pareil aux prophètes,  
Dans sa main, où tout peut tenir,/Doit, qu'on l'insulte ou qu'on le loue,  
Comme une torche qu'il secoue,/Faire flamboyer l'avenir ! »*

Et nous aurons, au lieu de ces bataillons de jeunes zombis dispersés, l'écouteur à l'oreille, la savate traînante, des jeunes vifs et décidés qui tenteront coûte que coûte de faire de leur idéal une réalité.